

Séance entre la direction de l'OMP et la SPG

9 mars 2010, 10h00–11h30, à l'OMP

Présents SPG : O. Baud, M.-L. Danalet, A.-L. Fernandez, L. Lavarini, S. Théodoloz
Présents OMP : M. Dandelot, S. Eliez, C. Vincent Gatti

Ordre du jour proposé par la SPG :

- EFP de Conches – repas
- Consultation sur les livrets
- Rencontre entre les responsables d'institutions et CVG, 5 séances supplémentaires
- Mercredi matin, horaire scolaire, commission HHS
- Educateur référent dans les REP, EEDP
- Educateur de REP, remplacement
- Les MS et l'OMP, postes
- Quid des cahiers des charges des RI et des directeurs de la scolarité spéciale et de l'intégration ?
- Organigramme de l'OMP
- Formation continue à l'interne, séance du 15 février et prochaine
- Entretiens, procédure de candidature pour le SP
- Statut de Mme Hilary Wood
- Divers

Début de la séance à 10h10.

1. Constitution de la commission paritaire sur l'enseignement spécialisé :

Suite à l'engagement de C. Beer, il y a le projet de mettre en place une commission de l'enseignement spécialisé. C. Beer assumera la présidence directe de cette commission. L'organigramme reste provisoire. Le projet de mandat n'est pas prêt.

2. Formation du mercredi 10 mars 2010 :

O. Baud annonce que lors de la matinée de formation de l'OMP du mercredi 10 mars 2010, il sera diffusé par la SPG la convocation pour l'Assemblée du personnel de l'OMP du 24 mars, ainsi que l'organigramme de l'OMP. Il demande s'il existe une version plus récente que celle datée du 04.02.2010. S. Eliez lui répond que cette version est à jour et valable. Il rappelle toutefois, que rien n'est définitif, que ce n'est pas directement l'OMP qui gère cet organigramme, mais qu'il est tributaire du département des finances et des décisions du service des évaluations de fonctions. L'OMP attend aussi l'acceptation de cet organigramme. Cet organigramme a par contre déjà été approuvé par le secrétariat général et Charles Beer.

3. EFP de Conches – repas

O. Baud rappelle que le dossier sur les horaires scolaires et sur la surveillance des repas est en cours. Il donne la position de la SPG, à savoir : qu'une rémunération soit offerte au personnel, que cette tâche soit facultative et non obligatoire, qu'il faudrait penser à un encadrement par des éducateurs afin de compléter le travail du personnel. S. Eliez répond que ce sujet doit faire l'objet d'une décision et que la SPG sera tenue au courant prochainement.

4. Consultation sur les livrets

Les enseignants de la division spécialisée ont tous reçu un mail de consultation sur les livrets, dans lequel la direction leur demande de se prononcer sur la qualité de ces livrets. Elle demande l'avis du corps enseignant quant à sa fonctionnalité (résistance de la couverture, couleur, grandeur, etc.). La SPG demande à ce qu'elle ne soit pas oubliée dans ce genre d'envoi. Les EFP rappellent qu'elles sont aussi concernées. La SPG rappelle que l'élaboration de ces carnets a demandé un réel investissement

de la part d'un groupe de travail et qu'une telle consultation sauvage sur les livrets revient à dénigrer le travail précédemment réalisé. M. Dandelot répond qu'il s'agit d'une rapide enquête, car il faut réimprimer les carnets, notamment car il faut noter dessus OMP ! Il avoue avoir oublié la SPG et qu'il faut qu'il prenne l'habitude dorénavant de la mettre en copie. Les EFP sont aussi concernées par cette réimpression, mais pas tout de suite. M. Dandelot dit qu'il est important de revisiter la terminologie dans les carnets, afin de respecter le plan d'études romand. La SPG demande de ne plus solliciter directement les collègues pour de telles enquêtes, mais de plutôt utiliser le syndicat pour cela.

M. Dandelot en profite pour dire que c'est la raison pour lui, qui le pousse à avoir un répondant par regroupement qui permettrait de faire le lien.

La SPG redit qu'il faut un respect des partenaires sociaux, trop souvent oubliés.

5. Rencontre entre les responsables d'institutions et Carola Vincent Gatti, 5 séances supplémentaires

Lors de ces temps de rencontre, les RI sont remplacés. La SPG redit qu'il est important que ces temps soient déchargés et qu'ils soient, comme les temps administratifs l'étaient auparavant, comptés comme des postes. La SPG relève une augmentation de ces rencontres. La SPG demande donc de revoir à la baisse le nombre de séances et d'augmenter le nombre de postes.

S. Eliez répond que cela est reconnu par l'OMP : le fait que les RI soient remplacés n'est pas quelque chose qui lui convient ! Il dit qu'il ne faut pas oublier que C. Beer a fait son projet budgétaire et que l'OMP ne rentre pas dans les lignes budgétaires avant l'année 2011. Ainsi, prochainement, il n'y aura pas d'augmentation de postes, ni d'augmentation de forces.

M. Dandelot rajoute que le but de la direction est de renforcer l'autonomie du groupe des RI, afin que ces derniers se passent de la direction. Dans l'idéal il faudrait que la direction les voie chaque semaine !!! S. Eliez répète que ces réunions sont faites pour que les RI ne se sentent pas seuls et puissent créer une identité professionnelle commune.

O. Baud répond que les RI sont des collègues et non des directeurs et qu'il est paradoxal de réunir de manière soutenue les RI afin de les rendre autonomes... Une baisse de la fréquence est redemandée.

S. Eliez rappelle que l'organigramme de l'OMP va vers l'autonomie des RI et le retrait des inspecteurs, car la nouvelle tâche des inspecteurs est de se centrer uniquement sur les élèves, à savoir que chaque inspecteur s'occupe de 1800 élèves, alors qu'ils en avaient la moitié dans les années 90. Les RI doivent donc prendre en charge les anciennes tâches des inspecteurs. S. Eliez annonce que le cahier des charges des inspecteurs a été écrit et qu'il doit encore être accepté, mais que pour l'instant le problème qui persiste est le nombre trop inférieur des inspecteurs par rapport aux besoins.

O. Baud rétorque que quand on n'a pas les moyens de faire des choses correctement, on y renonce, en principe, plutôt que d'user des solutions palliatives, contre-productives par définition.

S. Eliez répond qu'il a choisi de les convoquer durant les heures scolaires pour éviter une surcharge pour les RI.

6. Entretiens, procédure de candidature pour le SP

L'OMP a fait le choix de garder pour cette année encore, la même procédure d'engagement que celle des années précédentes. Cette procédure changera dès l'année prochaine. L'OMP reste d'accord sur le fait qu'il n'est pas possible d'engager une personne sans les titres requis. L'OMP, comme les autres années, fera sa propre sélection quant aux futurs collaborateurs. L'OMP n'engage que des enseignants pour les postes dévolus à cette fonction.

M. Dandelot ayant été convoqué par C. Beer, ce même jour, la séance est levée à 11h00 par la direction de l'OMP.

La délégation SPG a envoyé un mail pour dire son mécontentement suite à cette séance écourtée et a demandé une nouvelle séance afin de pouvoir discuter des points non traités.

Notes de séance : Séverine Théodoloz et Anne-Lillia Fernandez